

LE COURRIER

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

WWW.LECOURRIER.CH

N°230 | 158^e année | CHF 3.00

SOLIDARITÉ

Gaza, le **joug** sans fin



3 De retour de la bande de Gaza, une employée de Médecins sans frontières témoigne d'une situation apocalyptique. Car depuis le «cessez-le-feu» du 9 octobre, l'armée israélienne poursuit son travail de destruction de l'enclave, et entrave toujours l'arrivée de l'aide humanitaire.

7 SUISSE

Berne veut mettre le holà au **30 km/h**, les communes s'indignent



VILLE DE GENÈVE

Le Conseil municipal valide finalement le budget 2026 en épargnant le personnel

6

INTERNATIONAL

L'Union européenne donne un nouveau tour de vis à sa politique migratoire

9

éditorial

RODERIC MOUNIR

L'ANTI-RACISME, SANS COMPROMIS

7

C'est un fait: la connaissance progresse, nos sociétés sont de plus en plus ouvertes et diverses, et pourtant la xénophobie et le racisme prospèrent. Dans la confrontation de tous contre tous orchestrée par le capitalisme, les démagogues s'emploient à désigner les boucs émissaires de la fracture sociale – le plus souvent l'autre, l'étranger. C'est dans ce contexte que la Suisse se dote, pour la première fois, d'une stratégie globale et coordonnée contre le racisme et l'antisémitisme. La Confédération veut préserver la cohésion sociale en réaffirmant des principes cardinaux tels que le respect, l'égalité, la justice et l'inclusion. Pas des vains mots pour qui subit la violence de la discrimination raciale. Le Conseil fédéral désigne à raison l'exclusion comme ferment des discours de haine qui menacent l'ordre démocratique. Il estime urgent de mettre en place des contre-stratégies face à la dissémination des théories conspirationnistes racistes et antisémites. A l'heure des graves dysfonctionnements révélés notamment au sein de la

police, saluons la volonté de renforcer la prévention et de soutenir la recherche pour changer en profondeur «la culture institutionnelle et lutter contre le racisme structurel». Anti-Noir, anti-juif ou anti-musulman, ciblant Yéniches, Manouches/Sintés ou Roms, le racisme est pris en compte dans sa pluralité. Voilà pour les intentions. Le plan d'action concret devra, lui, être élaboré en 2026. Nul doute que l'extrême droite tentera d'en affaiblir la portée en invoquant la liberté d'opinion, comme elle l'avait fait contre la norme pénale antiraciste, adoptée en 1994, puis contre son extension pour inclure l'homophobie et la transphobie, en 2020. Plus discrètes mais non moins dangereuses, les tentatives de criminaliser la solidarité avec le peuple palestinien, et son aspiration légitime à l'autodétermination, se fondent sur l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme. Le premier conteste une idéologie politique ayant pour corollaire l'apartheid et le suprémacisme, alors que le second est une forme de racisme à combattre.

La Cicaad, Coordination intercommunautaire contre l'antisémitisme et la diffamation, entretient cette confusion au risque d'affaiblir la lutte antiraciste. Ses rapports annuels censés servir de référence en matière de monitoring n'hésitent pas à cibler «l'extrême gauche radicale» et la campagne BDS de boycott et sanctions en tant que «danger pour la communauté juive», au même titre que l'extrême droite. Réagissant à la nouvelle stratégie fédérale, la Cicaad appelait hier la Suisse à adopter la très contestée «définition de travail» de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA). Cette définition, dont se réclame la Fédération suisse des communautés israéliennes, pratique une assimilation délétère entre «les juifs» et Israël, alors même que l'Etat hébreu, engagé dans une guerre génocidaire à Gaza et l'annexion illégale de la Cisjordanie, est de plus en plus contesté au sein des communautés juives mondiales. Charge aux milieux antiracistes et à la gauche, en premier lieu, de rester mobilisés. Pour faire de cette stratégie fédérale un outil cohérent contre toutes les formes de discrimination. I



De retour de l'enclave, une travailleuse humanitaire décrit «un paysage d'apocalypse» où l'armée israélienne poursuit son œuvre de destruction, en toute impunité

À GAZA, L'ENFER CONTINUE

GUY ZURKINDEN

Gaza ► «C'était très dur de partir alors que mes collègues palestinien·nes restent enferm·es, comme dans une cage.» Clairi Giamali a quitté Gaza le 10 novembre. Durant un mois, cette employée de Médecins sans frontières (MSF), spécialiste des ressources humaines, y a soutenu les équipes locales de l'organisation humanitaire. Dans l'enclave dévastée, elle a observé le traumatisme causé par plus de deux années de génocide – un processus qui se poursuit à bas bruit depuis le 9 octobre, date de l'adoption du «cessez-le-feu» entre Israël et le Hamas. De passage à Genève, la travailleuse humanitaire a témoigné pour *Le Courrier*.

Rafah, rayée de la carte

Clairi Giamali a pénétré dans l'enclave le 9 octobre. Après avoir passé le poste-frontière de Kerem Shalom, dans le sud, elle a d'abord parcouru un tas de décombres et de poussière – là où se dressait, avant le 7 octobre 2023, une ville comptant plus de 250 000 habitant·es. «À Rafah, il n'y a plus rien. Pas une fleur, pas un signe de vie. Sur des kilomètres.» Dans la ville voisine de Khan Younès, il reste quelque 5% des bâtiments, estime la travailleuse humanitaire. La plupart des résident·es de la zone se sont réfugié·es au bord de la mer, dans le camp d'Al Mawasi. Des centaines de milliers de personnes s'y entassent à même le sable, sans accès à l'eau, à des toilettes ni à aucune infrastructure. «Les familles vivent sous des bouts de bâches assemblés, car Israël ne laisse pas entrer les tentes. Quand je suis arrivée, beaucoup n'avaient même pas de chaussures. Les gens se promenaient pieds nus, alors qu'il faisait très froid. Je ne sais pas comment ils vont passer l'hiver.»

Sous le regard des drones

A Al Mawasi, c'est aussi le bruit qui choque. «On entend les armes israéliennes jour et nuit. C'est terrifiant.» Il y a le bourdonnement des drones de surveillance, qui survolent le camp en permanence; les explosions quotidiennes, l'armée d'occupation continuant à détruire méthodiquement les bâtiments



Des Palestinien·nes marchent à travers les décombres à Jabalya, dans le nord de la bande de Gaza, le 7 décembre 2025. KEYSTONE

dans la zone qu'elle contrôle. Il y a aussi les salves tirées sur les bateaux de pêche palestiniens depuis les navires militaires. Et les bombardements, qui n'ont jamais arrêté. «Le cessez-le-feu est une fiction. Durant mon séjour, l'armée a pilonné des maisons presque quotidiennement», témoigne Clairi Giamali.

Depuis le sud, la travailleuse humanitaire est remontée vers la ville de Gaza. Sur le chemin, elle a croisé les camps de fortune érigés au milieu de l'enclave par une multitude fuyant l'offensive brutale lancée contre Gaza-Ville en septembre. Que reste-t-il de cette ville, autrefois animée et commerçante? «Un squelette, un paysage apocalyptique.» Les complexes hospitaliers et les campus de ses faubourgs ont été réduits en poussière. Nonante pour cent des bâtiments ont été détruits. Et aucune des rares

bâtisses encore sur pied n'est intacte. Quant à la végétation, elle a disparu. Pour la population, le danger est constant, assure-t-elle: «De nombreux quartiers se

«Les chaises roulantes restent interdites. Même les thermomètres sont prohibés»

Clairi Giamali

trouvent dans la zone occupée par Israël. L'armée tue toute personne – homme, femme ou enfant – qui s'en approche.» Or les habitant·es ignorent la position exacte de ladite «ligne

jaune», la plupart du temps fictive, qui délimite désormais l'enclave en deux parties. «En tentant de retrouver leur maison, de nombreuses personnes franchissent cette nouvelle frontière sans le savoir. Elles sont abattues.»

Le blocus demeure

La situation humanitaire? Elle reste catastrophique. «Quand j'y étais, seuls une soixantaine de camions quotidiens, sur les 600 annoncés, étaient autorisés à pénétrer dans l'enclave», indique Clairi Giamali. La nourriture qui entre, en quantités largement insuffisantes, est de très mauvaise qualité. Alors que, sur les marchés, les biens sont hors de prix – 30 euros le kilo de banane. «On sent qu'Israël continue à étrangler la population palestinienne», résume la salariée de MSF. Et de rappeler que la production agri-

cole locale, autrefois abondante, a été délibérément anéantie.

«Je n'ai jamais vu un système sanitaire aussi détruit que celui-ci», continue Clairi Giamali. Gravement endommagés par les bombardements, les hôpitaux ne fonctionnent que très partiellement. Le personnel spécialisé manque – il ne reste plus qu'un seul oncologue dans toute l'enclave, explique la travailleuse humanitaire. Et la plupart des équipements médicaux sont bloqués aux checkpoints. «Alors que la bande de Gaza compte 175 000 blessé·es, les chaises roulantes restent interdites. Même les thermomètres sont prohibés.» C'est aussi le cas pour de nombreux traitements indispensables comme les anticancéreux.

Espoir de courte durée

A Gaza, l'espoir soulevé par l'annonce du cessez-le-feu a été

de courte durée. «Dans un premier temps, la population a pensé qu'elle pourrait à nouveau imaginer un futur. Mais peu à peu, elle s'est rendu compte que le cauchemar n'était pas fini», souligne Clairi Giamali. Et d'évoquer le mélange de désespoir et de traumatisme qui prédomine parmi ses collègues – MSF compte 1100 employé·es palestinien·nes à Gaza. Au cours des discussions, un thème revenait constamment: la famine subie durant des mois. «Les collègues réservaient les rares aliments dénichés à leurs enfants. Ils passaient deux, parfois trois jours sans manger.»

Désormais, certain·es rêvent d'une hypothétique ouverture des frontières, tandis que d'autres essaient de rebâtir leur maison et leur vie – une tâche rendue presque impossible par les tonnes de gravas et l'absence de matériaux de construction. Un sentiment commun relie cependant chaque Gazoui·e: «Tous sont fiers de leur culture, et de la vie qu'ils avaient avant le 7-October.»

«Il faut parler de Gaza»

A l'entrée comme à la sortie de l'enclave, l'employée de MSF a subi l'hostilité des soldats israéliens. «Nous nous sommes fait insulter et traiter comme des terroristes.» Aux checkpoints, tout ce qui sort de l'enclave est confisqué. Pour Clairi Giamali, c'est un des symptômes d'une volonté d'effacer toute trace du peuple gazaoui. «La population est privée de produits de première nécessité, de soins médicaux et d'accès à des abris sûrs. Leurs maisons, les infrastructures civiles et de santé sont prises pour cible. La seule explication à un tel niveau de destruction, c'est le dessein de soumettre la population à des conditions de vie catastrophiques. C'est bel et bien un génocide qui est en cours.» Marquée par son séjour, la travailleuse humanitaire plaide en faveur d'une pression internationale renouvelée sur l'État hébreu. «Israël doit enfin lever les freins à l'aide humanitaire, permettre aux habitant·es de l'enclave de circuler librement et autoriser les journalistes à y entrer.» Car face à l'indifférence médiatique qui s'installe, «il est plus que jamais indispensable de parler de Gaza.» I

LA LIGNE JAUNE, «UNE NOUVELLE FRONTIÈRE»

Dans un article paru le 28 novembre sur le média Orient XXI¹, le journaliste palestinien Rami Abou Jamous décrit en ces termes la «ligne jaune» qui coupe désormais la bande de Gaza. «C'est une frontière virtuelle parce qu'on ne la voit pas. (...) Elle couvre 53% de la surface de la bande de Gaza, c'est-à-dire à peu près 200 km². (...) Ce qui reste des 2,3 millions de personnes sont concentrées dans seulement 150 km².» Selon Rami Abou Jamous, qui est retourné dans la ville de Gaza avec sa famille après le cessez-le-feu, l'entreprise de destruction systématique continue dans la zone contrôlée par Israël: «On entend tous

les jours, même après le cessez-le-feu, des démolitions, des explosions.» Selon le journaliste, «cette zone occupée sera sans doute annexée, pour élargir la zone tampon, afin d'y établir des colonies. (...) Ce sera une nouvelle frontière, et l'on aura à nouveau des résolutions des Nations unies qui parleront de la nécessité d'un retrait israélien derrière cette ligne. Entretemps, les Israéliens continueront à rendre la vie des citoyens impossible, pour poursuivre le projet de la déportation, pour continuer la non-vie à Gaza. Pour que les gens décident ensuite de partir.» Un constat corroboré par l'antenne française

«On entend tous les jours, même après le cessez-le-feu, des démolitions, des explosions»

Rami Abou Jamous

d'Amnesty International, qui écrivait ce lundi: «Le génocide continue. (...) Le gouvernement israélien continue délibérément de créer des conditions de vie visant à provoquer la destruction physique des Palestinien·nes à Gaza.»

Fin novembre, le Ministère de la santé de Gaza dénombrait 354 Palestinien·nes tué·es par des tirs israéliens après l'adoption du cessez-le-feu, le 9 octobre. Un bilan qui s'est alourdi au cours des jours suivants. Au total, l'assaut israélien a coûté la vie à plus de 70 100 habitant·es de l'enclave, blessant près de 171 000 d'entre elles et eux, depuis le 7 octobre 2023.

Dans son dernier rapport, le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (Ocha) indique qu'un quart des foyers n'ont pu consommer qu'un seul repas par jour entre le 1^{er} et le 10 novembre. Il ajoute que plus de 16 500 patient·es, dont 4000 enfants, se trouvent dans un état critique exigeant une évacuation urgente vers l'étranger. Au niveau des infrastructures, l'Ocha précise que 81% des bâtiments et 86,7% des puits ont été détruits ou endommagés. Seules 4% des terres cultivables ont été préservées et restent accessibles. **GZN**

¹www.orientxxi.info